

Mobilisation de l'épargne en Bolivie

BIM - 06 mai 2003
Karin BARLET

Nous vous présentons aujourd'hui une publication récente sur le thème de la mobilisation de l'épargne dans le contexte bolivien. Le document, intitulé « The paradox of savings mobilization : Why microfinance institutions in Bolivia have virtually ignored savings » est téléchargeable sur le site du Microfinance Gateway (<http://www.microfinancegateway.org>).

Le document s'interroge sur le constat suivant : pourquoi les IMF réglementées boliviennes ont-elles eu si peu recours à la mobilisation de l'épargne ?

Personne ne met en doute le fait que la mobilisation de l'épargne soit coûteuse et risquée. Parmi les institutions de microfinance non bancaires, beaucoup ont préféré recapitaliser leur portefeuille avec les sources abondantes d'« argent facile » tels que les fonds des bailleurs et les prêts concessionnels. Ceci semble plutôt logique d'un point de vue commercial, si l'on considère que les IMF n'ont pas la partie facile en matière de contrôle des coûts et de maîtrise des risques. Cependant, certaines IMF de Bolivie commencent à prendre conscience que, même si l'épargne est une source de financement sans doute plus coûteuse et plus risquée que d'autres, le fait de ne pas développer de services d'épargne solides et les systèmes qui vont avec constitue un réel handicap pour elles.

Les avantages de la mobilisation de l'épargne pour une institution sont nombreux. La collecte des dépôts représente notamment une source de financement pérenne, qui devient stratégique lorsque les fonds des bailleurs se raréfient et que les prêts bonifiés deviennent plus difficiles à trouver. En outre, la mobilisation de l'épargne accroît la fidélisation du client dans la mesure elle établit une relation de confiance réciproque. Qui plus est, la mobilisation de l'épargne oblige l'institution à une rigueur plus grande car les risques sont plus élevés. Enfin, l'intermédiation financière tend à améliorer le service client dans la mesure où l'institution doit gagner la confiance de celui-ci. C'est d'autant plus valable dans un environnement très compétitif comme celui du marché de la microfinance en Bolivie, où les IMF ne peuvent plus se concurrencer sur les prix comme sur les marchés plus récents.

Pour les clients pauvres, les avantages sont également significatifs. Un service de dépôt tel que peut en proposer une IMF offre aux clients une forme d'épargne sûre et liquide. Il leur permet de gagner un petit bénéfice sur leurs liquidités excédentaires et de réduire leurs coûts de transaction dans la mesure où ils peuvent épargner et emprunter auprès de la même institution.

Malgré ces avantages, les IMF réglementées boliviennes restent très timorées en matière de mobilisation de l'épargne. Les fonds financiers privés (FFP) ne collectent que 3,5 % du total de l'épargne déposée au sein du système financier, tandis que les banques en mobilisent 85 %. Les « mutuelles », institutions d'épargne et de crédit finançant l'habitat, en collectent 11 % et

les coopératives de crédit 6 %. La croissance des dépôts est relativement stagnante depuis plusieurs années. Parallèlement on constate que les IMF réglementées en Bolivie sont encore dépendantes des financements des bailleurs de fonds et des prêts concessionnels.

Le document trouve trois raisons principales à cette faiblesse de la mobilisation de l'épargne :

- > D'abord l'abondance de l'« argent facile » en provenance des bailleurs (ainsi que du gouvernement bolivien et des institutions faitières) a joué un rôle fortement dissuasif car la mobilisation de l'épargne est plus coûteuse et risquée que les subventions ou prêts bonifiés.
- > Ensuite ni les IMF ni les associations de microfinance n'ont cultivé une image d'institutions solvables et fiables en tant qu'organisations de collecte de dépôts
- > Enfin l'environnement réglementaire entrave la collecte des dépôts auprès des pauvres et dans les zones rurales.

Les IMF elles-mêmes sont en partie responsables de cet état de fait. Cependant ces institutions financières répondent avant tout aux incitations du marché. Si les IMF ne mobilisent pas l'épargne de manière significative, c'est en grande partie parce qu'elles répondent aux incitations qui les encouragent à rechercher d'autres sources de financement, bien que ces sources soient moins pérennes et ne puissent se substituer à l'épargne privée dans la croissance d'une économie. Le document montre que la communauté des bailleurs et le gouvernement bolivien agissent d'une manière qui dissuade les IMF réglementées de collecter les dépôts, notamment des personnes pauvres et sur les marchés ruraux.

Le document explique les obstacles à la mobilisation de l'épargne du point de vue des quatre principales IMF réglementées en Bolivie : BancoSol, Caja Los Andes, FIE et Prodem, et recommande la mise en place d'une réforme partant de l'hypothèse que dans un futur plus ou moins proche l'ensemble des institutions de microfinance réglementées en Bolivie se seront transformées en banques agréées. L'expérience bolivienne pourrait en outre être utile à d'autres pays dans la mesure où elle peut présager des pièges et dangers des autres marchés.

★ ★ ★

Miller H., The paradox of savings mobilization : why microfinance institutions in Bolivia have virtually ignored savings, La Paz, Bolivie: Servicios Financieros Rurales (SEFIR), 2003